
ABU DHABI – Espace de la région LAC
Lundi 30 octobre 2017 – 10:30 à 12:00 GST
ICANN60 | Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : 30 octobre 2017 ICANN60 | Abu Dhabi Espace de la région LAC [pause de l'enregistrement]

RODRIGO DE LA PARRA : Bonjour à tous. Veuillez reprendre vos places. Êtes-vous prêts ? Je crois que nous avons également un service d'interprétation donc tout le monde peut écouter et comprendre l'argentin, le chilien, le mexicain [inaudible]. Nous attendons Vanda mais je crois que nous pouvons maintenant commencer. Je vais parler en espagnol donc n'hésitez pas à mettre vos casques.

Bienvenue à tous à ce nouvel espace de la région LAC. C'est un honneur de voir l'évolution de cet espace et de voir comment les autres régions l'ont également adopté. Je suis sûr que vous avez vu qu'il y a un espace de la région APAC ainsi qu'un autre espace. Ils ont chacun leurs caractéristiques mais c'est une bonne idée qu'ont eu notre comité et notre région et qui a maintenant été copiée car c'est une bonne pratique.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Notre espace LAC évolue. Nous présentons une nouvelle séance. Nous l'avons appelée Micro ouvert. Nous avons réalisé pendant la dernière séance que beaucoup d'entre vous souhaitaient apporter des commentaires sur les activités menées ainsi que sur les différents groupes dans lesquels vous êtes impliqués. Et nous ne voulions pas vraiment laisser le scénario comme il était défini par la stratégie locale. Nous voulions traiter les questions professionnelles et commerciales et l'industrie du DNS. Mais ce n'est pas si facile de se réunir en tant que communauté lors des réunions de l'ICANN, nous avons donc pensé qu'il serait bon d'ajouter cette séance et d'avoir plus de flexibilité.

Je vous remercie donc tous d'être ici. Je veux également saluer la présence de nos dirigeants régionaux. Nous avons Oscar Robles de LACNIC. Bienvenue Oscar et merci d'être ici. Nous avons également Eduardo Santoyo. Merci Eduardo. Il est président de LACTLD. Et nous avons été rejoints par Ignacio Medina. Il est le [inaudible] récemment nommé. Donc merci Nacho d'être parmi nous et bienvenue. Nous voudrions bien sûr saluer Lito Ibarra. Il est membre du Conseil d'administration de l'ICANN, et nous serons aussi bientôt rejoints par les collègues de LACRALO et tous ceux qui participent activement à tous les groupes de direction au sein de l'ICANN. Donc merci d'être ici.

Je voudrais également saluer certains membres actifs de notre communauté comme Carlton Samuels, ici présent, les membres de la région Caraïbes, bienvenue à tous.

Commençons. Nous avons ici à l'écran l'ordre du jour. En général nous essayons d'en apprendre davantage sur l'industrie du DNS dans chaque région que nous visitons et aujourd'hui j'ai invité notre collègue Fahd Batayneh. Bienvenue Fahd et merci d'être ici. Il est venu nous parler d'une étude récente qui a été demandée sur l'état de l'économie numérique et de l'industrie du DNS au Moyen-Orient. J'espère que cela vous intéressera.

Je ne sais pas si Vanda nous a rejoints. Lorsqu'elle arrivera nous lui ferons une petite place. Allez-y Fahd. [Pause de l'enregistrement]

FAHD BATAYNEH:

Mon espagnol ne se limite qu'à quelques mots donc je m'excuse par avance. Je vais parler en anglais. Merci de m'avoir invité à cette séance. Je suis heureux de m'adresser à un tel public. Je m'appelle Fahd Batayneh. Je suis gestionnaire au département en charge de la relation avec les parties prenantes mondiales pour la région Moyen-Orient, Rodrigo et moi sommes partenaires.

Et en réalité, le Moyen-Orient n'est pas si différent de la région LAC au vue des problèmes auxquels nous faisons face au sein de l'industrie des noms de domaine. Nous avons des économies similaires. Donc nous avons des problématiques similaires. Et même lorsqu'il s'agit de culture, nous avons beaucoup de similitudes.

Nous avons demandé une étude très récente appelée 'Accélérer l'économie numérique au Moyen-Orient, en Afrique du nord et en Turquie', et l'un des objectifs majeurs de cette étude était de démontrer que l'industrie des noms de domaine n'est pas un cas isolé et qu'il existe de nombreuses autres industries que nous devons aborder pour aider à exploiter, ou disons, surexploiter l'industrie des noms de domaine.

Bien entendu, je ne parle que pour ma région. Ma région se compose de 22 états arabes tels que définis par le statut juridique des états arabes: Turquie, Iran, Afghanistan et Pakistan. Bien entendu il y a des pays dans la région qui subissent des guerres, et d'autres le terrorisme malheureusement.

Cette étude ne couvre pas l'ensemble des 26 pays de ma région, donc nous en avons pris quelques-uns qui forment un groupe de 15 pays comme vous le voyez sur la carte devant vous. Cette région a été appelée Moyen-Orient, Afrique du nord et Turquie,

et se compose de 400 millions de personnes, dont 181 millions ne sont toujours pas connectées.

Pour vous donner un point de vue général ou un aperçu global de la région : les 26 pays qui composent la région regroupent 750 millions de personnes, dont 220 millions sont connectées. Donc comme vous le voyez il reste encore beaucoup de personnes à connecter. Comme je le disais, les chercheurs et nous avons décidé de prendre un petit sous-ensemble de la région car nous n'avons pas pu inclure certains pays de la région qui sont entraînés dans des guerres ou qui subissent des sanctions économiques et pour lesquels nous n'avons pas pu obtenir de données.

Si nous observons maintenant la moyenne globale en termes de taux de pénétration, 50 % de la population mondiale est connectée, plus ou moins, donc sur 7 milliards d'habitants sur terre environ, nous avons 3.5 milliards de personnes connectées. Pour la région MENAT nous sommes au-dessus de la moyenne, nous parlons d'environ 60 % de personnes connectées. En termes de pénétration Internet dans la région, il y a des différences mais la majorité se situe plus ou moins dans la moyenne ou même dans la moyenne mondiale, donc la majorité des pays se situent au-delà des 50 %. Ce même pays où nous

nous trouvons a un taux de pénétration de presque 90 % si ce n'est plus.

Ensuite nous avons des pays comme le Qatar, Bahreïn et le Koweït qui font tous partie du Conseil de coopération du golfe (CCG) et où les taux de pénétration sont également très élevés. On parle de plus de 80 % de taux de pénétration. Mais, comme nous le disions pour cette sous-région que nous avons prise pour l'étude, la région MENAT, 181 millions de personnes ne sont pas connectées et la majorité vient de quatre pays principaux : Égypte, Turquie, Algérie et Iran.

Lorsque l'on parle de l'Égypte, de la Turquie et de l'Iran, on parle de 85 millions de personnes. Pour l'Algérie il y a 40 millions d'habitants mais là encore c'est un très grand nombre qui n'est pas connecté ou qui n'a pas d'accès en ligne. Si vous observez la fin de l'infographie, vous verrez que dans des pays comme le Qatar, Bahreïn et les EAU il n'y a qu'une faible partie de la population qui n'est pas connectée.

Cette diapo présente la démographie dans la région, pour ceux d'entre vous qui s'intéressent aux Émirats Arabes Unis, par exemple, ce pays qui nous accueille, sur 9,4 millions d'habitants, seulement 1 million sont des Émiriens, des locaux. Les autres sont des expatriés. On parle donc de 90 % de la population qui est expatriée, et comme le montre le graphique, des pays

comme le Qatar, le Koweït, Bahreïn et l'Arabie Saoudite ont également une grande partie de la population qui sont des expatriés.

Et vous pouvez voir la Jordanie, pays d'où je viens. Nous n'avons pas vraiment d'expatriés qui viennent travailler dans notre pays mais à cause des guerres dans la région, nous avons environ 2 millions de réfugiés syriens et 2 millions d'irakiens vivant en Jordanie. La Jordanie est un pays qui accueille beaucoup de réfugiés. Globalement, au sein du Conseil de coopération du Golfe nous avons de nombreux expatriés.

En termes de villes et de population, la plus grande ville de la région est Le Caire avec environ 16 millions d'habitants. Ensuite nous avons Téhéran et Istanbul qui ont environ 13,5 millions d'habitants, et ensuite plus loin dans la liste il y a Alger capitale de l'Algérie qui a 3,5 millions d'habitants. Si l'on regarde le pays dans lequel nous sommes, Dubaï tourne autour de 4 millions d'habitants.

Passons au fondement du rapport et aux conclusions principales, ce graphique montre le taux de pénétration dans la région et dans le même temps le PIB, les dépenses par habitant en commerce électronique, et vous avez donc une comparaison avec des pays qui ont un commerce électronique très développé dans le monde comme le Royaume-Uni ou les États-Unis. Le R.U.

et les USA sont deux pays qui ont un taux de pénétration Internet très élevé, peut-être autour des 80 %. Dans le même temps ils utilisent énormément le commerce électronique.

Donc oui nous avons un taux de pénétration élevé, mais lorsqu'il s'agit d'utiliser ou d'englober le commerce électronique et l'économie numérique, les taux sont assez proches. Vous pouvez voir des pays comme les Émirats Arabes Unis et le Qatar juste ici. Il y a même une comparaison avec des pays comme la Chine, mais même la Chine est bien devant en termes d'économie numérique et de commerce électronique. Il faut noter que la Chine possède une plateforme de commerce électronique énorme qui est Alibaba. Aux États-Unis vous avez Amazon, et ces plateformes contribuent largement à l'expansion du paysage du commerce électronique.

Dans cette région, nous n'avons pas de grands projets de même ampleur. Certains d'entre vous ont peut-être entendu qu'Amazon a récemment acquis Souq.com. Ce fut la plus grande acquisition jusqu'à maintenant dans cette région. Un investissement de 250 millions je crois. 250 millions de dollars bien sûr. Et Amazon opère actuellement dans la région en utilisant ce que Souq.com a construit ces 10-15 dernières années.

Il y a désormais quatre domaines auxquels nous devons nous attaquer pour en quelque sorte faire avancer le commerce électronique. Vous vous demandez peut-être comment ceci affecte l'industrie des noms de domaine et les compétences ou missions de l'ICANN. Nous pensons que dans notre région, et je suis sûr que vous pensez la même chose pour votre région, l'industrie des noms de domaine n'est pas un cas isolé.

Elle fait partie de l'écosystème Internet au sens large, et pour développer cette industrie, vous devez aborder toutes les autres industries qui pourraient vous aider à faire progresser l'écosystème Internet au sens large, donc nous ne parlons pas que de commerce électronique, mais également de points d'échange Internet, de services d'hébergement, d'infrastructure de connectivité, de coûts de la connectivité. Comme vous pouvez le voir, il y a beaucoup de facteurs.

Dans les points à traiter il y a le fait de fournir une connectivité universelle et abordable. Pour parler franchement, c'est une préoccupation qui existe dans certaines parties de la région. Par exemple si vous allez en Égypte, elle a un taux de pénétration de moins de 50 %. C'est un grand pays avec près de 100 millions d'habitants. Donc connecter le pays et même fournir une connectivité universelle et abordable pour tous est un réel défi. Je reviendrai plus tard sur ce point.

Autre domaine : renforcer les capacités numériques et cela pourrait tourner autour de la question de l'entrepreneuriat et du fait de créer une certaine mentalité du numérique. Rendre du contenu local pertinent accessible est un élément clé, et dans cette région qu'est le Moyen-Orient il y a un vrai manque d'accès au contenu local.

Pour finir, il s'agit d'établir des politiques et des pratiques de soutien et c'est un domaine où les processus d'élaboration de politiques et le modèle multipartite que l'ICANN utilise entrent en jeu.

Je rentrerai plus dans les détails sur chaque sujet. Le premier point est vraiment de fournir une connectivité universelle et abordable. Cela comprend plusieurs points d'action. Ce n'est pas une liste complète, c'est juste pour faire avancer les choses. Si l'on prend l'étude à l'échelle nationale on pourrait peut-être inclure davantage d'éléments et de points pertinents.

L'un des points d'action est de développer une stratégie numérique à long terme au niveau national et peut-être au niveau sous régional. Plus de bande passante internationale. L'un des points positifs de la région est que nous n'avons presque aucun pays enclavé. Les pays enclavés sont des pays qui n'ont pas accès à la mer et pour qu'ils obtiennent donc une connectivité Internet ils doivent l'obtenir en passant par leurs

voisins. L'Afghanistan par exemple est un pays enclavé et il obtient sa connexion Internet par ses voisins. Et la connectivité est très élevée donc les coûts sont aussi très élevés.

Promouvoir la concurrence et la collaboration entre les opérateurs de télécommunication. Nous savons tous qu'aujourd'hui le monde est à la 4G, et on parle de la 5G, c'est de l'Internet très rapide. Ensuite vient la question du haut débit.

Mettre à l'essai différents modèles de tarification pour s'adapter à tous. Tout le monde ne peut pas payer la même somme pour un abonnement Internet mensuel.

Ensuite il y a les IXP. C'est un autre élément important dans la région. Nous n'avons presque aucun IXP actif dans la région. L'un des modèles de la région lorsque l'on parle des IXP se situe ici aux EAU. En effet, ici, l'IXP connecte ensemble de nombreux fournisseurs.

Autre domaine important : rendre disponible du contenu pertinent, fournir des services gouvernementaux qui tirent parti de ce contenu, avec une communauté de jeunes entreprises dynamique. L'écosystème de jeunes entreprises est une chose sur laquelle la région investit beaucoup. Les plus grands centres de jeunes entreprises et d'investisseurs providentiels se situent en Jordanie, au Liban, aux Émirats Arabes Unis, en Égypte et

plus récemment l'Arabie Saoudite a commencé à jouer un rôle important dans l'entrepreneuriat.

Cela présage de nouvelles stratégies nationales en particulier dans ces pays riches en pétrole qui essaient de passer d'une économie uniquement basée sur le pétrole à une économie, disons, ouverte.

FinTech, la technologie financière est un autre domaine important et de nombreux pays dans la région adoptent des technologies financières. FinTech n'est pas un domaine isolé non plus. Il fait partie de l'écosystème technologique au sens large pour lequel tout le monde est en faveur. Ici aux Émirats Arabes Unis, vous pouvez peut-être utiliser votre Apple Pay ou votre Samsung Pay avec votre téléphone portable. Les cartes de crédit sont largement acceptées. Les services de banque en ligne, de banque mobile sont très importants. Mais si vous allez dans d'autres pays il y a des restrictions.

Avoir plus de petites et moyennes entreprises qui opèrent en dehors de leur région d'activités, adopter Internet et l'utiliser de manière plus intensive peut aider les PME à mieux promouvoir leurs activités.

Cela nous renvoie au rapport du BCG, intitulé 'Graisser les rouages de l'économie numérique' que peut-être certains ont lu.

C'est un rapport qui a été demandé par l'ICANN et publié en 2014 et les conclusions montraient que pour les PME qui adoptent Internet et l'utilisent de manière plus efficace, leur chance de tirer profit de sous-régions en dehors de leur sous-région augmente de 50 % et permet d'accroître leur base client. Donc oui pour les PME c'est tout à fait bénéfique d'utiliser Internet, d'avoir une identité numérique et une présence en ligne.

Renforcer des capacités numériques. L'un des aspects majeurs est l'éducation des enfants et il y a un effort important dans la région aujourd'hui pour apprendre aux enfants à utiliser Internet de manière efficace. Malheureusement, dans la région nous sommes plus des consommateurs de technologies que des innovateurs, si vous prenez par exemple les réseaux sociaux en Chine vous avez Renren et Weibo, ce sont des plateformes similaires à Facebook et Twitter.

En Russie vous avez VK, leur version de Facebook, mais malheureusement dans la région nous n'avons pas de plateformes innovantes locales comme ça ou de plateformes nationales. Mais nous espérons qu'avec l'éducation les choses pourront changer et peut-être que nous pourrions voir de prochains investisseurs ou entrepreneurs proposer de telles plateformes.

Ajouter un programme en lien avec Internet est essentiel. Tous les pays de la région n'ont pas de programme d'enseignement en lien avec Internet ou les ordinateurs, mais les choses changent petit à petit et j'espère que dans les cinq prochaines années, l'apprentissage d'Internet et des TIC fera partie du programme de chaque pays dans la région.

Il faut encourager l'entrepreneuriat et cela nous renvoie au point précédent sur l'entrepreneuriat et les jeunes entreprises. Créer des compétences numériques sur le marché du travail. Lorsqu'on parle de marché du travail on ne parle pas seulement des employés. Même les ouvriers doivent avoir des compétences dans l'utilisation d'Internet car il est possible qu'à la fin de la journée même si vous n'utilisez pas Internet pour le travail vous l'utilisiez à des fins personnelles.

Et bien entendu créer des programmes d'alphabétisation. Dans mon pays, la Jordanie, par exemple, cette initiative a commencé il y a 10 ans et elle s'appelle Knowledge Stations. Knowledge Stations sont des petits laboratoires dans des zones reculées du pays où l'on apporte des connaissances sur les TIC à toute personne intéressée. Les cours sont gratuits et les gens peuvent obtenir un diplôme et cela permet d'accroître la sensibilisation aux TIC et à l'utilisation d'Internet.

Toutes ces nouvelles plateformes comme Uber par exemple et Careem ont donné aux gens une dimension supplémentaire de l'économie partagée et de l'économie numérique. Aujourd'hui par exemple, vous pourriez trouver un chauffeur de taxi normal, très professionnel qui utilise Uber ou Careem, l'équivalent dans la région, car c'est un moyen pour lui d'être plus efficace et peut-être de mieux gagner sa vie en conduisant son taxi. Une dimension supplémentaire a été créée dans chaque segment de la communauté qui n'aurait trouvé aucun intérêt à utiliser Internet.

Pour finir et non des moindres, il faut des politiques et des pratiques de soutien établies. Lorsqu'on parle de politiques il faut comprendre qu'elles sont nécessaires partout, dans la promotion de contenu local notamment. Dans la promotion d'IXP également. Si vous utilisez des ccTLD ou TLD efficaces lorsque vous avez un modèle registre-bureau d'enregistrement, et lorsque vous avez une chaîne d'approvisionnement adéquate, au final vous aurez besoin d'élaborer des politiques.

Bien entendu cette question de l'élaboration de politiques nous renvoie à un autre aspect qui doit être renouvelé, l'ancienne législation. Malheureusement, les nombreuses législations de la région relatives aux TIC sont dépassées, et dans une certaine mesure elles ont été élaborées par des avocats qui n'ont pas

vraiment de connaissances du secteur des TIC. Pourtant en général quand vous élaborez des politiques ou des réglementations concernant un secteur particulier vous avez besoin d'experts de ce secteur qui vous donnent un aperçu général.

J'ai discuté avec de nombreuses CERT, des ministères en charge des TIC et tous n'ont pas cessé de me dire que nous n'étions pas en mesure d'élaborer des législations relatives à Internet appropriées, ou d'avoir des politiques actualisées relatives aux TIC. J'aimerais leur demander si ce sont des législateurs avocats ou des législateurs avocats experts en TIC? Et ça fait une différence et ça permet de faire évoluer leurs mentalités et de sortir des sentiers battus.

Élaborer des politiques dans un environnement multipartite est très encouragé car au final même si une entité gouvernementale souhaite uniquement élaborer des politiques et les appliquer, elle ne voit probablement pas les problèmes que rencontrent les utilisateurs Internet classiques ou les utilisateurs du commerce électronique classiques, donc écouter tout le monde et essayer de développer des politiques complètes peut vraiment aider à la promotion d'une économie numérique.

Pour conclure tout ça il s'agit d'une participation multipartite, d'avoir des approches globales où l'on sort des sentiers battus,

en prenant en compte la vitesse et l'urgence puisque tout va très vite. Si l'on regarde l'industrie du smartphone par exemple, nous avons eu il y a quelques semaines la sortie de l'iPhone8 et l'iPhone X, et Apple parle aujourd'hui de l'iPhone 10. Ils ne parlent plus de l'iPhone 9, ce n'est plus à l'ordre du jour. Ils parlent de l'iPhone 10. Donc l'industrie avance à toute vitesse, et vous devez réagir très vite.

Pour finir, l'évolutivité et la réduction des frontières. Bien entendu Internet est sans frontière. Beaucoup de gens l'appellent l'innovation sans frontière. Ce sont des caractéristiques positives qui font avancer l'économie numérique. Voilà pour ma part. Je vous remercie de m'avoir écouté et je serais heureux de répondre à vos questions.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci Fahd pour votre présentation. Nous avons environ neuf minutes de Questions/Réponses avec Fahd et la première qui me vient à l'esprit est : comment l'industrie des noms de domaine s'inscrit-elle dans ce contexte régional ? C'est une présentation globale, donc comment percevez-vous l'industrie du DNS au Moyen-Orient ?

FAHD BATAYNEH:

Lorsque j'ai débuté cette étude, la première chose que nous avions à l'esprit était que nous avions besoin d'une étude qui nous aide à promouvoir notre travail au sein de l'ICANN, promouvoir l'industrie des noms de domaine. Comme je le disais, l'industrie des noms de domaine n'est pas un thème isolé, il y a plein de points liés à cette question. Vous avez la question des IXP, des législations, des politiques. Vous avez l'hébergement. Vous avez l'infrastructure. Vous avez le coût de la connectivité et bien entendu l'économie numérique qui représente un gros boum aujourd'hui.

Si vous arrivez vers les gens en leur parlant uniquement de l'industrie des noms de domaine, ils ne vont pas comprendre. Ils vont dire « Oui d'accord, nous gagnons beaucoup d'argent grâce à d'autres choses, » mais lorsque vous faites le lien avec des choses qui les affectent, comme je le disais, l'infrastructure, le coût, le commerce électronique, l'Internet des objets, qui est une question importante, ils commencent à penser à ces éléments de réflexion.

Et c'est là qu'ils commencent à échanger avec vous, à comprendre qu'il existe une industrie des noms de domaine, que c'est un petit secteur mais qu'il y a cette organisation, l'ICANN, qui ne gère que cette question des noms de domaine, ça les fait réfléchir et ça éveille leur curiosité.

Pour être honnête avec vous, nous n'avons pas encore utilisé le rapport. Il a été publié il y a deux semaines. Nous le présentons ici à l'ICANN60 mais j'espère que nous l'utiliserons dans notre engagement à aller de l'avant, et pour être franc, je me souviens lorsque nous avons commencé à utiliser le rapport BCG sur la friction numérique, ça a permis d'ouvrir les yeux à beaucoup de gens, et on ne se posait pas la question de savoir si ça correspondait aux missions de l'ICANN. Il s'agissait vraiment d'être plus engagé auprès de l'ICANN et de leur ouvrir les yeux.

C'est encore la phase d'expérimentation, mais comme je le disais, ce qui importe c'est que l'industrie des noms de domaine ne soit pas un point isolé. Elle touche beaucoup d'autres secteurs, FinTech, IXP, etc. Faire prospérer ces industries peut aider à faire prospérer l'industrie des noms de domaine dans cette région.

C'est un élément qu'il fallait mentionner. Le plus grand ccTLD de la région possède 900 000 enregistrements. Près de 50 % des ccTLD ont des enregistrements de moins de 10 000 noms de domaine, vous pouvez donc imaginer à quel point l'industrie des noms de domaine est sous-utilisée dans la région. Merci.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci beaucoup Fahd. Vanda, vous avez la parole.

VANDA SCARTEZINI : Votre présentation est très intéressante. Je voudrais parler de notre expérience au Brésil car nous avons des régions similaires. Il y a quelques années nous avons fait une promotion intense et subtile du commerce électronique dans le pays et dans les pays de nos voisins. Les résultats de cet ensemble peuvent certainement être partagés auprès de jeunes entreprises.

Le deuxième point est qu'aujourd'hui, au Brésil, la majorité du commerce électronique est réalisée par des femmes. Nous encourageons cette partie de la population. C'est une manière de mieux promouvoir la croissance du commerce électronique dans le pays. Ce fut une bonne expérience, et nous pouvons la partager.

Autre chose que je voudrais vous demander car nous avons fait une enquête dans le monde à propos des revendeurs et comment les ccTLD ici font concernant la vente de leurs noms. Est-ce qu'ils le font en direct ? Ou est-ce qu'ils passent par des revendeurs ? Merci.

FAHD BATAYNEH: Merci pour votre question Vanda. C'est encore Fahd pour l'enregistrement. En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement, nous n'avons que peu de ccTLD qui

mettent en œuvre un modèle registre-bureau d'enregistrement sain. La grande majorité est basée ici au Conseil de coopération du Golfe (CCG). Si vous regardez les 22 états arabes, ce pays a le plus grand nombre de ccTLD.

Ils ont près de 250 millions d'enregistrement. Ils ont acquis un registre de pointe en 2007, donc ça fait 10 ans et ils ont des bureaux d'enregistrement. Certains sont accrédités par l'ICANN. La plupart sont extérieurs à la région et certains viennent de la région. Et bien entendu ce n'est pas une condition pour ces ccTLD d'avoir des bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN. Ils ont des bureaux d'enregistrement locaux.

L'initiative intéressante de ce pays, des Émirats Arabes Unis et qu'ils ont un petit budget pour faire la promotion de la création de revendeurs. Et nous connaissons un revendeur. Il m'a un jour raconté une belle histoire. Il m'a dit, « J'avais l'habitude d'aller quotidiennement à la TRA, enregistrer un nom de domaine pour un de mes clients. J'avais des serveurs hébergés au Canada et aux États-Unis, et je gérais mes activités de chez moi. Un jour les personnes de la TRA m'ont dit, « Nous avons constaté que vous enregistrez régulièrement des noms de domaine. Qu'est-ce que vous faites exactement ? »

Il leur a donc expliqué qu'il travaillait dans ce domaine, de chez lui. Ils lui ont donc proposé un financement pour qu'il ouvre un

bureau et qu'il fournisse certains services. Aujourd'hui je peux vous dire qu'il gère plus de 15 000 noms de domaine et qu'il héberge beaucoup de sites Web du gouvernement au sein de son centre de traitement de données. Nous lui avons proposé de devenir un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN. Il nous a répondu que c'était impossible, « À la fin de la journée j'ai des charges supplémentaires à payer et je suis encore une petite entreprise, mais lorsque je serai devenu plus important que je serai un gros bureau d'enregistrement alors je pourrai devenir un bureau d'enregistrement accrédité par l'ICANN. »

Mais pour parler de la région en général, la plupart ne réalisent que des enregistrements directs. Par exemple dans mon pays la Jordanie, nous n'avons malheureusement pas de modèle registre-bureau d'enregistrement. Il y a juste un registre et les gens peuvent aller enregistrer directement un nom de domaine. C'est le cas dans beaucoup de pays.

En effet, les gens doivent toujours remplir des formulaires et les envoyer au ccTLD pour avoir un nom de domaine enregistré. L'Iran a un modèle vraiment unique. Il a environ 40 à 50 revendeurs travaillant à la vente de noms de domaine. Certains d'entre vous savent peut-être que l'Iran est frappé par un embargo économique et, par exemple, les cartes de crédit ne fonctionnent que dans le pays. Elles ne fonctionnent pas en

dehors, beaucoup de gens n'ont pas de cartes de crédit pour réaliser des transactions en dehors du pays. Ça a en quelque sorte aidé les ccTLD à s'accroître et à fournir une très grande chaîne d'approvisionnement où il y a 40 à 50 bureaux d'enregistrement et tout le monde passe par eux.

Comme vous pouvez le voir, dans la région c'est un mélange. Vous avez certains modèles très utiles surtout au sein du CCG. Vous avez d'autres modèles, comme en Iran, mais la majorité des ccTLD font passer l'enregistrement de noms de domaine directement par eux.

VANDA SCARTEZINI :

Pour vous donner une comparaison, dans notre enquête nous constatons que les ccTLD peuvent être l'alternative la plus efficace pour des jeunes entreprises au sein de l'industrie du DNS. Et les régions qui fonctionnent comme ça avancent plus vite que les autres régions. Les ccTLD doivent réfléchir à ça, accroître et promouvoir les opportunités pour les jeunes entreprises en passant par ces ccTLD car c'est la même langue, la même installation, pas besoin de carte de crédit, et ils peuvent ainsi stimuler la croissance de l'industrie du DNS. Merci.

RODRIGO DE LA PARRA :

Merci Fahd et dernière question de Tony Harris.

TONY HARRIS: Je dois faire vite ?

RODRIGO DE LA PARRA : Oui, s'il vous plaît.

TONY HARRIS: Je peux dire trois mots. À propos de vos IXP. En Argentine, nous avons développé un modèle qui a été imité dans de nombreux pays. Il se base sur les petites et moyennes entreprises. Nous avons 27 IXP en Argentine, en réseau, et nous gérons plus de trafic que les sociétés de télécommunication. C'est donc une réussite et nous développons maintenant ce réseau pour ajouter l'Internet des objets, les technologies et applications.

C'est donc un modèle que nous pourrions partager avec d'autres initiatives de développement, et nous serions heureux de vous en parler si ça vous intéresse. Et pour mes 10 secondes restantes j'ai une question. Avez-vous trouvé le développement de la vente de domaines génériques de premier niveau difficile dans votre région, car nous avons trouvé ça un peu difficile en Amérique latine ?

FAHD BATAYNEH:

OK, merci, Tony. C'est encore Fahd pour l'enregistrement. La réponse rapide à votre question est oui. Le recours aux nouveaux gTLD est très timide dans la région. Je pense que c'est dû au manque de connaissance. Nous parlons aux bureaux d'enregistrement et ils vous donnent des pistes. Donc par exemple lorsque vous allez en Turquie, il y a un recours très important à l'enregistrement de .istanbul et .ist. Ce sont deux nouveaux gTLD pour le pays.

J'ai un ami qui travaille pour un bureau d'enregistrement au Koweït. Ce sont tous des bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN, et il disait qu'au Koweït il y a une énorme augmentation des enregistrements de noms de domaine sous .photography. Je pense donc que le Koweït fait partie de ces principaux pays qui utilisent SnapChat, et beaucoup de gens aiment enregistrer des noms de domaine sous .photography et développer du contenu ou des sites Web autour de la photographie.

Ici aux Émirats Arabes Unis, il y en a quelques-uns. Vous avez .abudhabi et .dubai, et bien entendu .abudhabi en arabe. Donc en ce qui concerne .abudhabi en anglais et en arabe, le lancement a été très timide. Je ne crois pas qu'ils aient été beaucoup commercialisés, en tout cas je n'ai vu aucun marketing dans la région autour de ces deux TLD. .Dubai doit

encore être lancé. Les autres nouveaux gTLD pour lesquels il y a eu des candidatures sont surtout des marques. Pour être honnête il y a encore des doutes sur leur intérêt. Et généralement, le lancement d'un nouveau gTLD est très timide dans la région.

RODRIGO DE LA PARRA : Je m'appelle Rodrigo. Merci beaucoup Fahd. Votre présentation a été très utile en effet pour nos amis et collègues de la région Amérique latine et Caraïbes. À suivre dans l'ordre du jour nous avons plusieurs présentations sur diverses initiatives. J'espère que vous les trouverez, comme nous, intéressantes. Il s'agit des activités réalisées par des membres dans notre région. Nous avons déjà deux membres qui veulent participer à la séance micro ouvert.

Je m'intéresse particulièrement à cette initiative. C'est une initiative partagée entre .cl, le ccTLD du Chili, et une université du Chili qui est une ALS au sein de LACRALO. Cela crée une synergie très intéressante et je voudrais souligner que c'est un moyen de rassembler ce que fait l'At-Large, ce que font nos ALSes et ce que fait LACRALO.

Comme vous le savez, les ALSes se concentrent sur l'intérêt, sur l'utilisateur final. Et le concept d'utilisateur final peut paraître

un peu abstrait. Nous avons à l'ICANN un utilisateur Internet final type, et nous devrions nous concentrer sur cet utilisateur Internet qui est le titulaire du nom de domaine, la personne qui enregistre le nom de domaine. Dans ce cas, une aide est apportée au titulaire du nom de domaine. L'université au Chili, l'ALS, a aidé ce titulaire de nom de domaine et a échangé avec .cl, le ccTLD chilien. Merci, Humberto et Margarita la parole est à vous.

MARGARITA VALDEZ:

Je suis Margarita Valdez. Merci Rodrigo et bonjour à tous. Je suis responsable commercial de NIC Chili. Nous sommes les gestionnaires ccTLD au Chili. Notre ccTLD est .cl. Nous avons une histoire à vous raconter. Il s'agit d'un projet pilote en lien avec une difficulté à laquelle fait face la communauté des utilisateurs au Chili par rapport à l'enregistrement de leurs noms de domaine et certains litiges.

Comme vous le savez au sein du DNS il y a certains intérêts qui peuvent entrer en collision en matière de marques, de noms commerciaux, etc. Donc au sein de l'IRP vous ne pouvez trouver qu'un fichier, qu'un litige si vous déposez une contestation pour une question de marque. Nous avons un programme de règlement de litiges local au Chili et il a deux avantages. Tout d'abord, il est antérieur au système universel. Notre système de

règlement au sein de .cl est antérieur à l'UDRP, même s'il est conforme à ses principes. Et deuxièmement, dans le système juridique chilien, nous avons une structure juridique spécifique. Il s'agit donc d'un litige relatif aux noms de domaine qui est juridiquement résolu grâce à un principe d'arbitrage obligatoire au sein du territoire chilien.

Avec ça nous avons connu une difficulté et le titre de ma présentation est, « L'égalité des chances », pour que tout le monde soit sur un même pied d'égalité au sein de la communauté des utilisateurs et qu'ils puissent défendre leurs intérêts en cas de litiges relatifs aux noms de domaine.

Nous souhaitons donc fournir une aide juridique aux détenteurs de noms de domaine au sein du .cl. Le ccTLD chilien. NIC Chili se situe au sein de l'Université du Chili. C'est la plus grande université publique du pays et nous gérons le ccTLD depuis 1987. Nous avons notre propre programme de règlement de litiges comme le LDRP. C'est un système d'arbitrage qui diffère du système universel. Il est obligatoire et juridiquement contraignant. C'est une possibilité que nous avons, nous sommes en mesure d'imposer l'application de notre résolution.

Et nous avons un contrat de souscription de noms de domaine au sein du .cl et les litiges surviennent suite à une révocation et au Chili nous avons une branche juridique spécifique pour ça.

Nous étudions cette branche de la loi dans nos écoles de droit et nous devons fournir une aide juridique gratuite. Nous travaillons pro bono donc nous avons pensé que nous pourrions inclure cet aspect du système juridique et le fusionner avec nos services pro bono, et ainsi apporter une aide juridique aux utilisateurs qui n'ont pas les moyens de payer un avocat et d'un autre côté, former nos étudiants en droit sur ce type de litiges.

C'est gagnant-gagnant. D'un côté nous avons une communauté dont nous pouvons répondre aux besoins, une communauté qui était auparavant sans défense, et d'un autre côté nous formons des étudiants en droit diplômés. Nous sommes en mesure d'apporter une formation pratique au sein du système de règlement des litiges.

Notre système est en place depuis le 1^{er} novembre 2013. C'est un système d'arbitrage en ligne. Vous avez besoin d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe. Tous les fichiers sont en ligne et jusqu'à maintenant, nous avons environ 30 juges qui jouent le rôle d'arbitres, et le requérant doit assumer seul les frais qui s'élèvent à 1 000 US \$.

Nous avons des statistiques publiques concernant notre système de règlement de litiges ou de conflits. Toutes les résolutions sont rendues publiques en ligne. Nous avons des statistiques par arbitre. Nous publions également nos

pourcentages d'affectation et d'attribution, et voici nos résultats concernant le système en ligne de règlement des litiges. Dans 44 % des cas, le requérant ne paie pas les frais. Lorsque le requérant l'emporte, dans environ 37 % des cas il paie les frais, et lorsque le titulaire l'emporte, alors les frais sont payés dans 18 % des cas.

Donc quel est l'objectif de ce plan pour l'égalité des chances ? Nous voulons réduire ce sentiment d'être sans défense qu'ont les gens qui possèdent des noms enregistrés sous .cl. Nous voulons agir de bonne foi, nous avons donc contacté une clinique juridique pour former les étudiants en droit diplômés et apporter ainsi une aide juridique pratique à ces utilisateurs. Il s'agissait également de réfléchir à la valeur qu'ils ajoutent à cette clinique juridique.

Notre plan pilote impliquait cinq écoles de droit de différentes universités du Chili. D'une part nous avons invité leurs cliniques juridiques, nous avons apporté une formation et nous avons commencé à sensibiliser ces utilisateurs pour qu'ils puissent découvrir ce programme. Nous avons invité au hasard des groupes de 10 personnes et leur avons parlé de ce programme et de l'aide qu'il pourrait offrir, qui n'était pas obligatoire mais facultatif. C'était à eux de décider s'ils voulaient ou non participer au projet.

Nous devons modifier notre système en ligne de façon à incorporer une nouvelle mission, un rôle de représentant et nous devons lancer un système d'invitation automatique qui était auparavant géré manuellement. Nous devons envoyer un courrier électronique pour envoyer des notifications et tenir informés les utilisateurs sur la possibilité de recevoir cette aide gratuite. À ce jour, nous avons deux universités qui sont pleinement opérationnelles. Et dans 100 % des cas de règlement de litiges nous envoyons des notifications par courrier électronique.

Étonnamment, nous travaillons avec l'Université Catholique du nord, université chilienne. Mon partenaire, Humberto Carasco, y travaille et il va maintenant prendre la parole pour parler de son expérience concernant ce projet. Merci.

HUMBERTO CARASCO : Je suis Humberto Carasco. Merci beaucoup. Je voudrais remercier Rodrigo de la Parra et Rodrigo Saucedo de m'avoir invité pour cette merveilleuse expérience ici au sein de l'espace LAC. Je vais être bref et vous parler de cet échange. Par chance, avec Margarita, nous avons voyagé ensemble sur le même vol. Nous discutons et nous disions qu'il devait bien y avoir un moyen. Qu'on trouve toujours un moyen. D'une manière ou

d'une autre il y a toujours des relations mutuelles au sein de l'ICANN et nos intérêts sont communs.

Nous avons découvert qu'en tant que président de LACRALO je devais représenter le mieux possible les intérêts des utilisateurs finaux. Cela fait partie de la mission de LACRALO. J'ai donc dit, « Je vais essayer de tirer profit de mon travail officiel car LACRALO est un travail pro bono. » Je travaillais à l'Université Catholique du nord et j'ai dit, « Écoutez, j'ai quelques étudiants qui n'ont pas encore leur diplôme car ils n'ont pas le temps. Mais si je les laisse plaider, je peux vous assurer qu'ils obtiendront leur master. »

Je leur ai donc parlé à l'école et j'ai dit, « Je veux participer à ce programme pilote. Nous allons faire appel à plusieurs avocats qui vont obtenir leur master et créer cette clinique juridique où ils deviendront des avocats en six mois experts en défense de noms de domaine pour les utilisateurs finaux. » Nous allons donc utiliser ces cliniques pour que les garçons et filles qui sont en dernière année puissent échanger avec un avocat.

Le plus intéressant ici est que nous avons deux écoles qui sont à 900 km de distance et nos représentants sont à 1 000 km de distance. Les juges arbitres sont à 1 500 km de distance et le seul qui les connaît tous c'est moi, car entre les étudiants diplômés et les avocats, ils ne se sont peut-être jamais rencontrés. Nous

avons travaillé uniquement par vidéo conférences et téléconférences, sur les 50 requêtes reçues ils n'ont jamais rencontré ces personnes.

Nous pouvons voir à l'écran une structure sur le plan théorique et son fonctionnement actuel. Je suis le coordinateur. Il y a d'une part un avocat du programme de master et d'autres les étudiants de premier cycle. Nous supposons qu'il y a un avocat pendant six mois. Un pour la région Antofagasta et un autre pour la région La Serena. Ce qui est super c'est que ça ne se passe pas à Santiago du Chili. On critique toujours le fait que tout est centralisé à Santiago et nous avons cassé ce mythe.

Margarita, je peux peut-être avoir accès au système d'arbitrage en ligne ? Est-ce possible ? Je n'en suis pas sûr. Peut-être via un navigateur, je voudrais vous montrer comment ça marche. Je veux vous montrer en direct à quoi correspondent les cas sur lesquels nous travaillons et le nombre de cas résolus. Je peux aussi les lire.

Un des procès que nous avons gagné est [sindicata.cl](#). L'utilisateur m'a écrit pour dire, « Je n'ai pas les moyens de me défendre », et il a écrit, « Bonjour à tous, j'aimerais envoyer cet e-mail [nic.cl](#) contenant la résolution que vous connaissez. Je voudrais vous remercier pour votre aide car vous avez démontré que l'on peut mieux faire. Je n'étais pas sûr de vouloir continuer

mais vous m'avez vraiment aidé. Merci beaucoup pour votre aide et nous resterons en contact.» J'ai envoyé ce courrier électronique à NIC Chili et j'ai dit, « C'est pour que vous soyez fiers de ce que nous faisons pour les utilisateurs finaux. »

Ce que vous voyez maintenant c'est leur vision du système. Ça n'a pas vraiment d'importance si nous ne pouvons pas y accéder. Nous avons environ 60 demandes, 34 procès, 10 jugements en faveur et les autres sont en cours. [Pause de l'enregistrement]

Le 23 novembre nous aurons la première thèse de l'un de nos étudiants. Nous avons invité Margarita et Luis Herencitias au tribunal de défense. Ce sont les experts. Et nous les avons invités pour que vous voyiez la manière dont les gens qui n'y connaissent rien en noms de domaine travaillent sur ce sujet. L'un de nos étudiants a été le premier procureur et il est devenu l'un des principaux requérants de noms de domaine. Margarita vous souhaitez peut-être parler de ce qui nous attend.

MARGARITA VALDEZ:

Avec cette initiative l'étudiant a montré beaucoup d'enthousiasme à la fois dans le programme de premier cycle et le programme de master. La plupart d'entre eux sont de bons plaignants. C'est le profil sur lequel nous souhaitons travailler.

Nous allons présenter le premier portefeuille. Nous allons recevoir la dissertation de notre premier étudiant. C'est très important pour nous. Je sais qu'il connaîtra beaucoup de succès dans le monde virtuel. Vous savez que Santiago concentre un tiers de la population du Chili et nous avons voulu travailler de manière décentralisée.

Donc avec ce système en ligne nous n'avons pas besoin d'un système en personne. Comme vous le savez le Chili est un très long pays et tout le monde ne peut avoir accès à ce système. Comme tout se passe en ligne vous n'avez plus besoin d'une rencontre en personne mais vous avez tous les moyens technologiques nécessaires pour avoir un certain contact.

Que reste-t-il à faire ? Nous souhaitons intégrer plus de cliniques juridiques pour atteindre plus de gens, plus d'utilisateurs qui ont besoin de cette aide juridique. C'est une option sur la base du volontariat et l'utilisateur est celui qui choisit quelle clinique utiliser. Voici notre objectif. Nous allons bientôt mettre fin au programme pilote. Nous publierons toutes les cliniques pour que les utilisateurs puissent choisir avec laquelle travailler.

Nous avons un contrat type. Humberto je pensais, comment pouvons-nous transposer ce projet à la région LAC ? Dans le contexte de LACTLD, l'organisation latino-américaine pour les ccTLD dans la région, notre président est présent. Nous sommes

26 membres et les communautés LACTLD ont un système de règlement de litiges qui est distribué comme suit : le ccTLD utilise le système UDRP, R17.

Ceux qui utilisent des systèmes de règlement de litiges locaux, R3. Les fournisseurs d'un système universel, ceux qui sont utilisés dans la majorité des cas d'URP sont les OMPI. La Chambre américaine du commerce dans le cas du Salvador, DINAPI au Paraguay, je crois que c'est l'entité en charge des marques déposées au Paraguay, la chambre nationale du commerce en Uruguay. Au sein de NIC Argentine il y a une instance administrative qui est interne, pas forcément auprès du NIC mais dans un contexte plus large. Et il y a le Centre national chargé des litiges dans le cas .cl.

Nous constatons donc qu'il faudrait regrouper les intérêts des utilisateurs, les noms de domaine et les différentes communautés. Et lorsque vous utilisez l'OMPI comme fournisseur de services de règlement de litiges régional, vous utilisez l'itinéraire de l'UDRP. Parfois cet itinéraire est modifié, comme dans le cas du Mexique. Le Mexique utilise un UDRP modifié et le fournisseur est l'OMPI.

Lorsque vous utilisez l'UDRP on parle des droits des marques déposées. Le droit d'être défendu concerne toujours un droit de marque déposée, mais il existe d'autres droits en dehors de la

défense, la question du cybersquattage dont les utilisateurs sont victimes, l'utilisation frauduleuse des noms de domaine. Lorsqu'ils ont des noms de domaine qui ne peuvent être défendus car ce ne sont pas des marques déposées ou qu'ils ne peuvent être enregistrés en tant que marques déposées.

Nous vous invitons donc à réfléchir à un déploiement tel que les utilisateurs puissent être défendus. Comment pouvons-nous les former sur les procédures et leur dire comment les utiliser.

Je suis sûr que si vous travaillez au sein du secteur IP, vous savez que l'OMPI a un système d'école d'été qui tourne dans les différents pays et qui forme sur la propriété intellectuelle en lien avec le système des noms de domaine dans l'UDRP. La question est donc : pouvons-nous travailler avec l'OMPI pour les ccTLD et l'UDRP ? Pouvons-nous travailler avec des écoles juridiques ? Nous savons qu'il existe des institutions pro bono dans de nombreux pays. Ce sont des services gratuits qui donnent des conseils juridiques, et l'ICANN, dans le meilleur des cas, peut nous aider à élargir cette idée, ce projet et voir comment nous pouvons atteindre les autres utilisateurs finaux.

HUMBERTO CARASCO : C'est une valeur ajoutée qu'a LACRALO. LACRALO a un grand réseau d'avocats. C'est la région qui a le plus grand nombre

d'avocats qui sont tous experts dans ce domaine. Je pense que c'est là où nous pouvons trouver un moyen de converger avec les ccTLD et les différentes organisations du modèle multipartite. C'est tout.

MARGARITA VALDEZ: C'est tout pour moi aussi. Merci beaucoup de votre attention. Voici nos adresses électroniques si vous souhaitez nous contacter, et j'espère vous avoir donné matière à réfléchir.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci Margarita et Humberto. Je suis sûr que vos services sont exploitables et vous avez notre aide. Nous avons pris un peu de retard. Voici un nouveau point d'introduction. Comme vous le savez nous avons annoncé qu'il y avait un MoU entre LACNIC et LACRALO. Il a lieu parmi tous les RIR et les organisations régionales At-Large. Cette semaine nous signerons le dernier entre l'EURALO et le RIPE. Mais notre région a déjà commencé sa mise en place. Ce semestre, il y a eu quelques activités organisées entre LACNIC et LACRALO. Je pense que c'est une bonne idée de vous montrer ça.

HUMBERTO CARASCO : C'est une présentation plus courte. Je suis désolé de me répéter mais nous allons là traiter une question différente. Je parle maintenant en tant que président de LACRALO. Je voudrais remercier Oscar Robles car c'est grâce à lui que nous avons pu finalement signer ce MoU qui nous a été très bénéfique.

Même s'il est vrai que LACRALO n'a pas d'argent, nous ne gagnons pas d'argent, c'est une organisation de bénévoles, mais nous avons des réseaux et une grande diversité de membres dont certains sont des universités, des associations ou des organisations. Ainsi, nous couvrons le domaine technique, juridique et nous voulons représenter les intérêts des utilisateurs finaux.

Le 24 mai, comme vous pouvez le voir sur cette image, nous avons signé pour cette relation que j'estime nécessaire. La signature a eu lieu le 24 mai et c'est le premier exemple de collaboration. Je vais donner la parole à la représentante du secrétariat de LACRALO, Maritza, pour qu'elle nous dise ce qui s'est passé à Lima.

MARITZA AGUERO: Merci beaucoup. Les 7 et 8 août ont eu lieu des ateliers en personne avec certains fonctionnaires, des personnes venant du secteur académique, différentes universités, des sociétés, des

FSI. Beaucoup de gens ont assisté à cet atelier. Il était organisé en collaboration avec une prestigieuse université, l'Université San Martin de Porres. Il y avait une partie théorique et une partie pratique, et nous avons formé les personnes assistant à l'événement.

Nous avons reçu Alejandro Acosta, expert de la région sur la question de l'IPv6. Ce fut un échange très riche. Quelques jours plus tard, il y eut un décret sur la mise en œuvre de l'IPv6 au sein de toutes les entités de l'administration publique. C'est une question très importante pour nous et les standards sont mis en place pour que les directives et règlements soient déployés.

C'est au premier plan et c'est très important pour nous. Nous espérons que LACNIC sera présent pour une autre séance de formation et le gouvernement ainsi que le secteur privé montrent un grand intérêt dans la mise en œuvre de ces standards.

HUMBERTO CARASCO : Merci beaucoup Maritza. Cette activité s'est répétée à Santiago. Elle a eu lieu les 14 et 16 car il y avait un jour férié entre les deux. Beaucoup de gens ont également assisté à cet atelier. Je ne m'attendais pas à tant de présence mais nous avons reçu beaucoup de FSI de la région.

En tant qu'utilisateur individuel il y a en général une SME, une personne qui a besoin de réagir en tant qu'utilisateur individuel et ils ont toujours besoin d'échanger. Je comprends cela en tant qu'utilisateur individuel, même si beaucoup de gens peuvent avoir une discussion avec moi, je le vois et c'est pour ça que je les aide. C'est pour cela que je pense que ces accords entre LACNIC et les autres organisations ou utilisateurs individuels sont utiles.

Voilà en termes simples ce sur quoi nous avons travaillé depuis mai. Ce sont les activités que nous avons organisées ensemble avec LACNIC. Il y a d'autres activités. Nous allons peut-être les laisser de côté pour la séance à micro ouvert.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci beaucoup Humberto et Maritza. Je suis heureux que vous ayez pu conclure cet accord avec LACNIC. Il est très pratique et très utile.

Passons maintenant à la partie à micro ouvert. Il y a deux présentations qui vont dans la même direction. Il s'agit d'échanges entre différentes organisations de la région dans le contexte de l'ICANN. L'autre c'est un contrat qu'a l'ICANN. Le bureau de la CTO a un accord avec une université en Argentine, l'Université de La Plata.

Nous avons avec nous Fernando Lopez pour la CABASE. Ils ont pu mettre en place cet accord pour mener certains tests sur des ajouts réalisés aux identificateurs. Demain nous aurons une présentation avec plus de détails sur ce sujet, mais là nous avons Tony Harris et Fernando Lopez qui peuvent nous parler de ce projet. Bienvenue Fernando.

FERNANDO LOPEZ:

Bonjour je suis Fernando de l'université nationale de La Plata, et de l'école des technologies de l'information. L'ICANN nous a invités à rejoindre ce projet. Il s'agit de mettre en place une DOA. C'est un système d'identificateur d'objet, et l'université de La Plata s'est axée sur la partie infrastructure avec notre centre informatique à l'université.

Nous nous sommes axés sur l'installation et la configuration d'une instance bind qui pourrait supporter ces types de registres, et au sein de mon laboratoire à l'université nous nous sommes axés sur la mise en place d'un appareil embarqué. C'est un microcontrôleur qui supporte le Wifi pour que nous puissions contrôler ces registres DOA et mettre à jour les microprogrammes. [Pause de l'enregistrement]

RODRIGO DE LA PARRA : Il s'agit de DOA dans le contexte du DNS, je pense qu'il faut le noter.

FERNANDO LOPEZ: Oui c'est un nouveau type de registre au sein du DNS. Il peut identifier des objets comme des livres ou des publications, et cette application peut attribuer en particulier un nom à chaque appareil. C'est un registre type 259.

Il a été attribué au DOA et nous avons réalisé une démo et avons utilisé ces registres pour avoir les dernières mises à jour du microprogramme ainsi qu'une URL à partir de laquelle l'appareil peut télécharger le programme. Cela permet d'uniformiser les mécanismes de mise à jour du programme. Il y a aujourd'hui différents mécanismes et certains ont de graves problèmes de sécurité.

RODRIGO DE LA PARRA : Demain nous aurons une présentation plus détaillée. Il est très important de comprendre tout cela dans un contexte précis, et j'espère que vous pourrez assister à la présentation et qu'elle vous sera utile. Nous établissons le DOA dans une certaine perspective.

OSCAR ROBLES : Je suis Oscar Robles de LACNIC. Si possible j'aimerais vous donner un peu plus de contexte pour éviter toute mauvaise compréhension. Comme vous le savez au sein de l'UIT il a été proposé de créer ce concept de DOA, persistance des indicateurs en ligne.

On ne sait pas vraiment si c'est un besoin réel ou pas mais cela semble être une bonne initiative menée par l'équipe de David Conrad et Alain Durand, et l'objectif est de tester ce que nous avons déjà, ce qui fonctionne déjà au sein du DNS pour voir si nous avons vraiment besoin d'une persistance de ces indicateurs ou pas. Et c'est pour cela que nous travaillons avec l'université de La Plata.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci Oscar pour ces informations de base. C'est évidemment un test qui aura un impact sur le réseau mondial et pas seulement à l'échelle régionale, mais nous faisons le test dans la région pour le moment alors merci de votre soutien.

FERNANDO LOPEZ: Je voulais juste dire que j'apporte mon aide auprès de deux différents départements de mon université. D'une part, le laboratoire informatique. Nous réalisons une version test de bind et nous développons une interface de façon à configurer

des registres DOA, et ensuite je travaille dans un autre laboratoire axé sur le développement.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci. Désolé Tony, vous avez la parole.

TONY HARRIS: Tout d'abord, CABASE a permis cet accord avec l'université nationale de La Plata. Je devais faire la promotion de ma propre organisation, désolé. Et pour ceux que ça intéresse, demain nous organisons une séance à 10 h 30. Peut-être que vous l'avez déjà annoncée, elle traitera de l'émergence des identificateurs. C'est le nom de la séance. Elle portera sur les chaînes de blocs et sur les identificateurs en lien avec la DOA. Pardon si ça a déjà été dit.

RODRIGO DE LA PARRA : Non pas du tout Tony. C'est une très bonne information. Ces derniers mois, nous avons également eu une initiative importante de coopération, l'organisation de l'ICANN avec notre bureau régional, puis l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux, et nos amis qui ont lancé cette initiative pour attirer davantage l'attention du secteur commercial en particulier du Brésil.

TONY HARRIS:

Merci Rodrigo. Je représente le comité Internet au Brésil. Je représente les utilisateurs finaux, et je suis également membre de l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux, et je voudrais vous parler de ce qui se passe en Amérique latine, particulièrement au Brésil. Nous participons à des activités de sensibilisation pour attirer davantage de parties prenantes du secteur commercial en Amérique latine et qu'elles rejoignent l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux au sein de l'ICANN.

Comme vous le savez notre attention se porte sur le secteur commercial et je voudrais mettre en avant le fait que nous voulons des échanges multilingues, donc puisque je parle Portugais merci d'utiliser vos casques afin de recevoir l'interprétation simultanée de mon message et ainsi mieux le comprendre. Merci.

Concernant l'importance du secteur commercial. Nous avons beaucoup de professionnels ici provenant du secteur commercial, ou d'autres secteurs. Au sein de notre unité constitutive nous ne nous concentrons pas uniquement sur l'enregistrement de noms de domaine. Nous avons des petites et moyennes entreprises, et des grandes entreprises également, qui participent aux différents secteurs. J'apporte moi-même des

services numériques par exemple. Et tout professionnel a à voir avec Internet.

Dans mon cas, nous apportons des services de certification numériques, mais nous avons tous un lien avec Internet, notre objectif est donc d'attirer plus de sociétés, plus de participants commerciaux des pays du Sud pour que nous puissions tous participer. Nous faisons face à Facebook, Disney, etc., et nous devons défendre nos marques. Nous devons faire participer plus de consommateurs et de clients, et nous constatons que nous avons déjà de grands directeurs provenant de grandes sociétés internationales mais nous souhaitons vraiment faire participer d'autres sociétés à ces initiatives.

Nous avons organisé différents événements à Rio de Janeiro avec l'ICANN. Nous avons accueilli différents événements, et nous avons rallié trois nouveaux participants du secteur des technologies après Rio. Nous avons également rallié certaines entreprises de logiciels. À l'heure actuelle je suis en négociation avec certaines sociétés de certification numérique, il y a donc quatre nouvelles sociétés de plus qui rejoindront l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux.

Nous présentons nos activités et nous voulons qu'elles fassent partie de ce processus d'élaboration de politiques en ligne. Nous voulons qu'elles en sachent plus sur le DNSSEC. Il est important

d'être au courant des futurs développements et pas seulement en matière de protection des marques.

En Amérique latine, nous organiserons trois événements dans notre langue durant l'ICANN61 qui auront lieu à Porto Rico où l'espagnol est la langue parlée. Puis nous aurons une réunion au Panama et ensuite à Barcelone. Si nous observons l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux, nous constatons que nous avons plus de sociétés et d'entreprises d'Amérique et d'Europe, quelques-unes d'Asie et qu'en est-il de l'Amérique latine ? Il n'y a que deux entreprises : une en Argentine et un au Brésil.

Je vous invite donc tous à nous rejoindre et à participer. Ceux d'entre vous du secteur commercial, adressez-vous à moi. Ce n'est pas cher du tout. Peut-être que les gens pensent que c'est cher mais pas du tout. Bien sûr vous devez voyager dans la région et vous avez une cotisation annuelle de 67 \$ US ce qui n'est pas cher comparé à d'autres.

Si vous organisez une réunion ou un événement avec Rodrigo et Daniel Fink, nous sommes plus qu'heureux de faire les présentations, assister à votre événement, participer aux événements de sensibilisation, vous tenir informés sur la région Amérique latine et Caraïbes. Merci Rodrigo.

RODRIGO DE LA PARRA : C'est un des groupes d'intérêts où notre présentation a le plus bas niveau, comme le disaient nos amis, il est très important de faire venir de nouveaux participants pour accroître la sensibilisation, je salue donc vos initiatives en ce sens dans la région. Je félicite l'équipe de direction de l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux et j'espère que nous continuerons à travailler ensemble. Nous avons encore quelques minutes donc je passe la parole. Je vois Eduardo et Ricardo.

EDUARDO SANTOYO : Bonjour Rodrigo. Merci. Bonjour à tous. Je voudrais partager avec vous certaines actualités de LACTLD. Nous avons un nouveau directeur-général, Miguel Ignacio Estrada, Nacho, ici à ma droite. Je voulais le présenter pendant cette réunion. Ignacio est désormais votre point de contact à LACTLD et nous sommes très heureux de l'avoir parmi nous, merci.

RODRIGO DE LA PARRA : Bienvenue à bord Ignacio, et merci Eduardo. Ricardo, vous avez la parole.

RICARDO: Je voulais répondre à notre ami du Brésil. Il a oublié de mentionner LACIGF ainsi que les IGF régionaux animés, en quelque sorte, grâce au secteur commercial privé. Je pense donc que les IGF régionaux sont des espaces appropriés pour inciter plus de participants à rejoindre l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux.

N'hésitez pas bien entendu à venir vers moi. Nous sommes là à cette réunion. C'est très facile de nous rejoindre. Vous avez juste un formulaire à remplir donc saisissez cette occasion d'attirer plus de membres de la région Amérique latine et Caraïbes.

RODRIGO DE LA PARRA : Je vois Vanda, Esteban et ensuite trois personnes ont demandé la parole.

VANDA SCARTEZINI : J'ai une question et un commentaire concernant l'arbitrage. Au Brésil, .br applique une solution différente qui est un accord avec la chambre des commerces Canada-Brésil. J'ai dirigé la commission sur les technologies, et c'est la plus grande chambre d'arbitrage d'Amérique latine, elle se concentre sur un type d'arbitrage plus générique et maintenant tout se déroule en ligne. Notre système d'arbitrage est complètement en ligne et est ouvert à tout type de règlement de litiges.

Cependant, j'aimerais vraiment engager un dialogue pour voir comment nous pouvons aller plus loin dans les alternatives et faire participer l'université où je suis maître de conférence, et ainsi apporter une solution pour ces parties prenantes qui ne peuvent s'impliquer directement ou participer à ces options d'arbitrage qui sont plus chères et plus complexes.

Avec la chambre des commerces nous participons à des règlements de litiges, pas uniquement à propos de marques enregistrées mais également des litiges en lien avec les titulaires de noms de domaine et le détournement. Ces problèmes vont au-delà de la question des marques enregistrées, je voudrais donc entamer un dialogue avec vous.

Au Brésil, Anivaldo et moi-même avons longuement parlé de ça. Je dirige également AVEZ, une autre organisation, et j'aperçois là Paolo. Il est également membre d'AVEZ. Et nous intégrons de nouveaux participants. Merci.

RODRIGO DE LA PARRA : D'autres personnes ont demandé la parole. Esteban puis Lance Heinz.

ESTEBAN LESCANO : Je suis Esteban Lescano de CABASE. Merci Rodrigo. Je voulais que vous sachiez qu'au mois d'août cette année, nous avons pu lancer un diplôme en gouvernance de l'Internet. C'est un diplôme en gouvernance de l'Internet. Nous faisons ça en partenariat avec l'Université San Andres, CABASE et un centre de technologies de l'information en Argentine. Nous avons environ 30 étudiants de la région dans notre programme. Nous avons des membres de facultés de différents pays et l'objectif de ce diplôme est de proposer un forum académique où les gens peuvent réfléchir aux questions de gouvernance de l'Internet dans notre région.

Nous voulons former les dirigeants de demain et promouvoir davantage de participation dans notre région. Je voudrais remercier toutes les organisations qui ont soutenu cette initiative comme l'ICANN et LACNIC et également tous les membres du comité exécutif et du comité directeur.

Le diplôme a en effet été très réussi. Nos étudiants ont vécu une très bonne expérience. Nous avons reçu des retours très positifs et nous voulons refaire la même chose l'année prochaine. Ce n'est pas ouvert qu'aux personnes en Argentine mais également à la communauté d'Amérique latine et des Caraïbes dans son ensemble.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci beaucoup Esteban. Lance Hines vous avez la parole.

LANCE HINES: Merci Rodrigo. Je suis Lance Hines, pour l'enregistrement. Je voudrais revenir à la première présentation sur l'économie numérique, pourquoi la région a différents niveaux de performance économique. En ce qui concerne les plus bas niveaux, et je parle des politiques et des décideurs politiques, avez-vous l'impression que les décideurs politiques pensent que l'économie Internet peut véritablement contribuer au développement économique et national ? Merci.

FAHD BATAYNEH: Merci de votre question. C'est encore Fahd Batayneh pour l'enregistrement. Ce rapport a été publié il y a seulement deux semaines. Nous l'avons en effet présenté à nos parties prenantes dans la région. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de leur parler depuis la publication il y a deux semaines, mais je peux vous dire avec certitude que si nous prenons notre précédent rapport 'Graisser les rouages de l'économie numérique', le rapport du BCG, lorsque nous parlons des gouvernements et en particulier des régions les moins représentées, la première question posée aurait été, pourquoi

notre pays n'est pas représenté, et nous leur aurions expliqué la méthodologie de notre étude.

Pour les pays qui apparaissent dans le rapport, ça n'est pas passé inaperçu. Certains étaient contents. Certains ne l'étaient pas vis à vis des conclusions, et le message à faire passer était de dire que même si votre pays n'est pas bien positionné dans le rapport, vous pouvez faire avancer l'économie numérique et il est évident qu'elle peut contribuer de manière importante à l'évolution de l'économie globale.

Mais je peux vous dire, à nouveau, que beaucoup n'ont pas fait avancer les choses en ce sens, et nous ferons une nouvelle tentative avec l'étude en cours pour voir si nous pouvons convaincre les décideurs politiques d'étudier les choses avec une approche différente. Merci.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci Fahd, merci Lance. Très rapidement, tous les trois si vous souhaitez prendre la parole, puis nous aurons Oscar Robles.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Merci Rodrigo. Le 16 octobre, nous avons lancé le premier centre sur la gouvernance de l'Internet depuis une prestigieuse organisation à Lima. Cette initiative a reçu le

soutien de l'ICANN. Daniel Fink était là avec nous pour l'inauguration du centre, et nous pensons à examiner et organiser un comité de consultation international.

Nous allons lancer une manifestation d'intérêt pour ceux qui souhaiteraient contribuer et apporter leurs connaissances ou ceux qui voudraient partager ou renforcer leurs capacités, ce qui est très important pour nous à LACRALO. Nous vous invitons tous à faire partie de cette initiative et à participer à d'autres activités que nous vous présenterons bientôt. C'est tout pour moi, merci.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : Très rapidement. Au Chili, nous avons une tournée ensemble avec NIC Chili le 21 novembre.

OSCAR ROBLES : C'est Oscar de LACNIC. C'est un message pour les 30 à 40 % de femmes présentes dans la salle. Il y a une initiative à laquelle nous allons accorder une attention particulière visant à développer la participation des femmes dans la vie de LACNIC.

Pour soutenir cette participation nous proposons d'avoir une base de données des femmes qui souhaitent participer à nos événements ou qui souhaitent discuter des sujets abordés lors

de nos événements, donc je vous invite à vous inscrire sur la liste de diffusion AT Woman ainsi que dans la base de données que LACRALO a partagée avec nous. C'est une base de données pour les femmes. C'est très important pour nous d'avoir une idée des personnes et voir si nous pouvons apporter plus de diversité.

VANDA SCARTEZINI :

Il existe également l'atelier sur les Femmes du DNS au sein de l'ICANN depuis 2009. Ils ont lancé un programme de formation des femmes en tant que revendeuses de noms de domaine du monde entier. Hier, lors de notre événement, nous avons reçu quelqu'un du Pérou et du Brésil. Nous avons également des participants d'Afrique et d'Amérique latine, nous voulons donc dire à toutes les femmes du DNS d'entrer en contact avec nous. Nous sommes à votre disposition pour cette séance de formation sur l'industrie du DNS.

Je tiens à vous remercier de votre présence. Nous sommes très heureux de voir que nous avons de plus en plus de participants à nos événements. Nous en sommes vraiment très heureux. Il y a ici des gens provenant de tous milieux. Je vous remercie et je vous invite au prochain Espace LAC qui aura probablement lieu à Porto Rico. Nous vous donnerons plus tard la date exacte. Merci beaucoup et bonne journée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]